

INSTITUT AFRICAÏN
DE DEVELOPPEMENT ECONMIQUE
ET DE PLANIFICATION
DAKAR - SENEGAL

1. *Création de l'Institut.*

L'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (I.D.E.P.) a été créé par la Résolution 58 (IV) du 1^{er} mars 1962, adoptée à la quatrième session de la Commission Economique pour l'Afrique.

Aux termes de la Résolution 93 (VI) du 27 février 1964, l'Institut est un établissement autonome placé sous l'égide de la Commission Economique pour l'Afrique. Il est destiné à être un organisme permanent dont l'objectif principal a été sommairement défini comme suit :

a) Formation de spécialistes et de cadres supérieurs des services et institutions gouvernementaux responsables du développement économique et de la planification.

b) Recherche : Cette œuvre de formation sera étayée et complétée par des travaux de recherche appropriés en vue de la préparation de matériel d'enseignement et de l'établissement d'une documentation.

c) Services consultatifs : l'Institut fournira aux gouvernements africains, sur leur demande, des services consultatifs limités en matière de planification économique.

2. *Administration et Personnel.*

Conformément aux dispositions de la Résolution 93 (VI) adoptée le 27 février 1964 par la Commission Economique pour l'Afrique à sa 109^e réunion, l'Institut est coiffé par un Conseil d'Administration et administré par une Direction.

Le Conseil d'Administration est composé des membres suivants :

a) Le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique, Président de droit ;

b) Un représentant du Gouvernement de la République du Sénégal ;

c) Huit autres membres élus par la Conférence des planificateurs africains en raison de leur compétence et de leur expérience dans les domaines du ressort de l'Institut et qui doivent être des ressortissants de pays membres ou membres associés de la C.E.A. Ils sont élus pour deux ans et sont rééligibles.

Conformément au Rapport du Groupe d'Experts dirigé par M.E.F. Jackson et nommé par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en vue de l'évaluation du projet et de la formulation de recommandations relatives à la prolongation éventuelle pour une période de cinq ans, de la première phase de l'I.D.-E.P., depuis 1969, le Conseil d'Administration de l'I.D.E.P. a élu un Conseil Académique Consultatif, composé des membres suivants :

a) Le Président du Conseil d'Administration, Président de droit du Conseil Académique Consultatif ;

b) Six membres éminents d'universités africaines, spécialisés dans les sciences économiques ou dans d'autres disciplines connexes ;

c) Le Directeur de l'Institut, Secrétaire de droit du Conseil Académique Consultatif ;

d) En outre, le Conseil Académique Consultatif pourra inviter ou coopter au maximum trois éminents membres d'université non africains spécialisés dans les sciences économiques ou dans des disciplines connexes.

Directeur : M. Samir Amin ;

Directeur Adjoint : M. R. Kwame Amoa.

Personnel d'enseignement et de recherche : environ 15 personnes.

3. Objectifs et moyens d'action de l'Institut.

On doit aux Nations Unies l'heureuse initiative d'avoir contribué à mettre en place sur chacun des trois continents du Tiers-Monde un Institut régional : l'Instituto Latinoamericano de Planificación económica e social, qui a son siège à Santiago du Chili, l'Asian Institute for Economic Development and Planning, dont le siège est à Bangkok, et l'Institut Africain de Développement Économique et de Planification, I.D.E.P. installé à Dakar depuis 1963. La création de ces instituts procédait d'une idée généreuse, celle de doter chacun des trois continents, par l'intermédiaire de la communauté internationale, des moyens d'une réflexion autonome sur ses propres conditions et les problèmes de son développement.

a) La première phase : 1964-1970.

Mis en place à la fin de l'année 1963, conçu au début de la décennie 60, l'I.D.E.P. a longtemps cherché sa voie. Au cours de ce que l'on appelle la première phase de cet Institut (1964-1970), l'accent avait été mis sur les activités de formation.

D'une manière générale, la phase historique qui s'étend de 1948 à 1967 a été caractérisée par la croissance rapide de l'économie mondiale. Sans doute aussi, et pour cette même raison, elle apparaîtra, avec le recul du temps, comme ayant été « l'époque des illusions ». L'objectif final du développement paraissait parfaitement évident et simple à définir : le modèle de la réalité nord-américaine était doté d'un prestige et d'une attraction irrésistible, qui s'exerçaient sur l'ensemble des régions du monde, indépendamment de leur niveau de développement et de leur système social.

C'était l'époque où les pays européens croyaient possible et souhaitable de rattraper le niveau de développement de l'Amérique du Nord par la constitution européenne. C'était aussi le temps où cet objectif final était proposé aux pays en voie de développement. Objectif lointain, certes, et difficile à atteindre dans un délai historique visible. Néanmoins, on croyait savoir que le développement de ces pays allait suivre un modèle à peu près identique à celui déjà éprouvé par les régions développées de l'Ouest et de l'Est. Les problèmes du développement paraissaient difficiles pratiquement, mais en dernière analyse faciles à exprimer en termes théoriques. On supposait que ce développement ne pourrait se faire qu'à l'intérieur du système mondial, en tirant le maximum de profit de la spécialisation internationale. On supposait que ces pays devaient adopter la technologie mise au point dans les pays développés parce que celle-ci aurait été universelle. On supposait que les modèles de consommation de l'Occident riche devaient tôt ou tard devenir ceux de tous les peuples du monde. On supposait donc que ce qui manquait aux pays en voie de développement c'était les capitaux, le savoir faire (« know how ») et les techniciens.

La deuxième caractéristique de l'époque, concernant plus spécifiquement l'Afrique, est qu'elle fut celle des débuts de l'indépendance de la presque totalité des Etats du continent. Sur ce continent qui avait subi la colonisation directe des puissances impériales et qui, de ce fait, n'avait pas l'expérience de la gestion courante des affaires politiques et économiques d'Etat, l'indépendance devait renforcer l'illusion que l'on savait ce qu'il fallait faire : appeler des capitaux étrangers privés ou publics et former les techniciens nationaux capables de gérer l'utilisation de ces capitaux.

La troisième caractéristique de l'époque est celle fut celle d'une grande aisance financière internationale, alimentant l'illusion que l'aide extérieure, bilatérale et multilatérale, serait si importante qu'elle dépasserait les capacités d'absorption même du continent.

Les statuts de l'I.D.E.P. avaient certes défini dès l'origine les trois objectifs indissolublement liés de la formation, de la recherche et de l'organisation de services consultatifs, mais l'atmosphère de l'équipe conduisait à mettre l'accent sur les activités de formation. C'est ainsi que, au cours de sa première phase, l'Institut a été pratiquement conçu comme une école. Encore faut-il préciser que les idées de l'époque ont trouvé leur reflet non seulement dans l'orientation de l'activité de cette école que fut l'Institut (conduite d'un cours de neuf mois de forme classique), mais encore dans le contenu même de la formation dispensée.

Cette formation s'assignait pour objectif d'inculquer à des jeunes fonctionnaires, chargés de la gestion économique dans leur pays, la connaissance de ces instruments que l'on croyait universels pour l'analyse des problèmes économiques et l'élaboration des politiques de développement : comptabilité nationale, projections, analyse de projets, etc... Chaque année une trentaine de fonctionnaires en provenance de quelques pays africains ont ainsi reçu une formation de ce type.

Les difficultés, voire l'échec de cette expérience, sont maintenant connues. Ce n'est pas seulement que les deux autres objectifs de l'I.D.-E.P. (la recherche et l'organisation de services consultatifs) aient été négligés, c'est aussi que l'objectif de formation retenu correspondait mal à ce que l'on pouvait attendre de la seule institution pan-africaine du genre. Les besoins de la formation dans les différents pays du continent étaient trop différents quantitativement et qualitativement pour que cela n'annulât pas l'intérêt d'une formule d'enseignement qui proposait les mêmes connaissances aux uns et aux autres. D'ailleurs ces connaissances aux niveaux les plus différents, du plus élémentaire au plus sophistiqué, pouvaient être acquises ailleurs en Afrique et hors d'Afrique, d'une manière plus efficace, plus adoptée et plus économique.

C'est la reconnaissance de ces difficultés qui a amené l'I.D.E.P. à revoir, à partir de 1970, ses orientations fondamentales.

b) La deuxième phase : 1970-1977.

Le moment de la définition du rôle que l'I.D.E.P. devait jouer sur notre continent a coïncidé avec celui d'un bilan critique de la décennie 60. Bilan sévère puisqu'il se soldait par les mêmes grandes observations qui avaient été faites plus tôt en ce qui concerne l'Amérique Latine : développement inégal des pays et des régions du continent, distribution de plus en plus inégale du revenu à l'intérieur des sociétés nationales, chômage croissant, dépendance extérieure aggravée.

Le problème du développement commençait donc à paraître dans sa complexité réelle. La vision linéaire du développement historique, formulée d'une façon quelque peu caricaturale par Rostow, réduisait le problème à celui de décalages temporels dans l'évolution de sociétés qui devaient toutes connaître successivement des décollages analogues, conduisant à la perspective de l'homogénéisation du monde, à la disparition de l'originalité des cultures nationales, en un mot à l'extension « du mode de vie américain » à l'échelle mondiale, se trouvait être démentie par les faits.

L'expérience du développement historique de l'Europe et de l'Amérique du Nord ne s'avérait pas transmissible aux trois continents.

De plus, les leçons de l'expérience des autres continents en voie de développement, l'Amérique Latine et l'Asie, s'avéraient limitées pour l'Afrique. L'Afrique, par delà sa diversité, présentait une série de caractéristiques tout à fait spécifiques : prédominance des zones arides et sub-arides sur près de la moitié de sa superficie, émiettement de ses sociétés, niveau généralement plus faible de la productivité de l'agriculture, etc...

Dans ces conditions, peu des recettes que l'on croyait pouvoir tirer de l'expérience historique de l'Europe, des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. ou même de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique Latine, pouvaient avoir un sens en Afrique. Et, comme les instruments de l'analyse des problèmes et de la formulation des politiques sont loin d'être universels et neutres, mais ont été fabriqués pour répondre aux problèmes d'autres

régions du monde, il fallait commencer à penser le développement de l'Afrique à partir de sa réalité propre.

En définissant ainsi les conditions de l'insertion de l'I.D.E.P. dans la vie culturelle et dans la constellation des institutions de formation et de recherche de notre continent, nous pensons pouvoir relier réellement entre eux les trois objectifs formulés par les statuts de l'Institut : formation, la recherche et l'organisation de services consultatifs.

En ce qui concerne la recherche, l'objectif ici n'est certainement pas la recherche fondamentale en sciences sociales en général, mais la critique du « quoi faire » (know how) par l'ouverture de débats concernant le « pourquoi » (« know why »). Cette association intime des deux séries de problèmes impose évidemment la pluri-disciplinarité de l'approche, à la fois économique, sociologique, politique et culturelle. Elle implique aussi que la discussion des questions relatives au « pourquoi » (« know why ») parte toujours des problèmes de développement tels qu'ils se présentent effectivement aux pays et aux Etats du continent. L'analyse des programmes de l'Institut montrera au lecteur comment cette recherche est organisée.

Dans ces conditions, la formation apparaît comme un « produit » lié à la recherche. Le type de formation utile pour le seul institut pan-africain du genre n'est pas d'assurer la connaissance des instruments élémentaires de l'analyse, comme ce fut le cas au cours de la première phase, mais d'élever le niveau d'efficacité des agents du développement économique et social sur l'exercice de l'usage critique de ces instruments. Cette méthode et ce type de formation sont d'ailleurs non seulement possible aujourd'hui, mais ils sont également nécessaires, puisque le volume quantitatif du savoir concernant les instruments de l'analyse s'est développé d'une façon remarquable au cours des dix années passés. De surcroît, l'Afrique dispose maintenant d'un réseau d'institutions de formation qui dispensent l'I.D.E.P. de poursuivre un effort d'enseignement général.

Les activités de consultation sont, dans ce cadre, reliées naturellement aux autres objectifs de l'Institut. C'est dans la mesure où l'IDEP parvient à faire avancer la connaissance scientifique des problèmes et l'appréciation de la signification des politiques de développement proposées, que l'Institut devient l'objet d'une demande de services consultatifs. Ceux-ci, à leur tour, favorisent la liaison entre les activités de recherche et de formation et les expériences réelles du continent. L'objectif ici n'étant pas de faire de l'Institut un « pool d'experts » mis à la disposition des gouvernements pour combler les lacunes de leurs services, la liaison entre les services consultatifs et les autres activités de l'Institut impose une sélection sévère des demandes de services. L'expérience a montré que deux lignes principales devaient bénéficier d'une priorité : d'une part la contribution à l'organisation des systèmes de formation dans le domaine du développement et, d'autre part, la discussion des stratégies générales du développement.

Au cours des années 1971 et 1972, l'Institut est parvenu progressivement à mettre en œuvre différentes formules d'intervention destinées à lui permettre de réaliser simultanément chacun des trois objectifs signalés. Ces formules sont au nombre de 4 qui sont les suivantes :

LES COLLOQUES

L'objectif est ici de se situer à l'avant-garde de la recherche et de la discussion des thèmes les plus importants et les plus controversés du développement du continent. Ces colloques ont pour objectif de capitaliser au bénéfice de l'Institut les connaissances et les expériences éparpillées à travers le continent. Ils mettent toujours en contact des chercheurs des différents domaines de la science sociale et des hommes de la pratique ayant l'expérience des politiques mises en œuvre. Ces colloques ne poursuivent donc pas d'objectifs pédagogiques de formation ; ils constituent le mode principal de progression de la recherche dans la direction indiquée plus haut.

LES SEMINAIRES

Les séminaires poursuivent par contre un objectif de formation précis. Ils s'adressent à des groupes de participants homogènes par le niveau de leur maîtrise des instruments de l'analyse, pour les faire progresser par la discussion critique de l'usage de ces instruments dans un domaine particulier et améliorer ainsi le niveau et l'efficacité de leur formation. Ces séminaires sont conduits par des équipes composées, d'une part, de professeurs de l'Institut et, d'autre part, de personnes choisies dans les régions intéressées, à la fois parmi les universitaires et parmi les hommes de la pratique. Les séminaires constituent par excellence l'outil de vulgarisation des résultats de la recherche.

LES STAGES DE FORMATION

Ces stages de formation se proposent de pousser plus loin la formation des personnes les plus capables, touchées dans une grande mesure à travers les séminaires de l'Institut. Ces stages durent 6 mois et s'adressent à une trentaine de participants chaque année. La formation de ceux-ci est acquise non par le moyen d'un enseignement de type scolaire et général, mais par la conduite d'une recherche individualisée accompagnée de séminaires de travail internes de l'Institut. Ces recherches s'intègrent normalement dans le programme général de l'Institut, mais elles ne constituent qu'une part mineure des recherches de l'I.D.E.P. L'objectif ici est en effet non pas de produire une recherche pour elle-même mais d'assurer, par cette recherche, une formation aux stagiaires. L'objectif du stage est donc principalement un objectif pédagogique de formation.

L'ORGANISATION DE COURS

Ces cours, d'un type plus classique, permettent de pallier les principales insuffisances dans l'enseignement des instruments de l'analyse des problèmes du développement dans ceux des pays africains qui nous invitent à les organiser.

Tels sont les moyens mis en œuvre par l'Institut pour la réalisation de son objectif triple. Nous voudrions à ce sujet faire les quatre observations suivantes :

- a) Il faut juger de ces moyens d'intervention globalement, et non dans l'isolement de chacune des formules par rapport aux autres. Si, dans telle forme de ses activités, l'accent est mis sur la formation, dans telle autre elle l'est sur la recherche. Si, dans telle activité, prédomine un certain type de formation, dans un autre domine une autre forme de celle-ci.
- b) Ainsi défini, le volume des activités de l'Institut est considérablement plus important que celui qui a caractérisé la première phase de son existence. La seule opération des stages de formation par la recherche s'adresse en effet à un nombre de bénéficiaires équivalent à celui de l'ancien cours de 9 mois qui constituait l'activité presque unique de l'Institut au cours de sa première phase (une trentaine). Ce sont plusieurs centaines de bénéficiaires, à des niveaux différents, qui sont touchés chaque année par les autres formules d'intervention de l'Institut.
- c) L'I.D.E.P. est le seul Institut à réaliser ces objectifs sur l'ensemble du continent. Il existe certes des institutions nationales de recherche et de formation dans la plupart des pays du continent, et quelques institutions pluri-nationales. Mais toutes ces institutions sont, par la force des choses, limitées par le cadre de l'extension géographique de leurs activités, par la misère fréquente des moyens disponibles et par l'accent mis sur la formation pour pallier les insuffisances les plus vivement ressenties. Nulle part ailleurs qu'à l'I.D.E.P. sans doute est-il possible d'envisager aussi systématiquement cette réflexion de l'Afrique sur les conditions propres de son sous-développement et de son développement. Ce n'est certes pas hors d'Afrique que cette tâche pourrait être envisagée. Au demeurant, en se proposant de conduire cette réflexion en Afrique, l'I.D.E.P. contribue à réduire l'exode des cerveaux.
- d) La transformation de l'I.D.E.P. d'une école d'enseignement technique en un centre panafricain de recherche et de formation implique un changement dans sa politique de recrutement de son personnel. Si pour la reconduction d'une année sur l'autre d'un enseignement figé, la formule la plus souhaitable pour une école implique la permanence du personnel enseignant, par contre, pour la poursuite des objectifs ambitieux et complexes de l'I.D.E.P., des formules imposant une

rotation plus grande du personnel sont certainement meilleures. Cette rotation permet de faire bénéficier l'Institut de l'expertise accumulée dans les universités et dans les administrations du développement du continent et, en sens inverse, de faire connaître à ces institutions nationales l'expérience pan-africaine acquise à l'IDEP. Cette rotation complète l'association du personnel de l'IDEP aux universitaires et aux hommes de la pratique avec lesquels l'Institut conduit les séminaires et les colloques. Cet ensemble de formules donne donc à l'Institut un impact démultiplié sur le continent.

4. *Bilan des Programmes exécutés de 1972 à 1976*

COLLOQUES

1. Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest (Dakar, 1972).
2. Structure du sous-développement et stratégies du développement : Afrique et Amérique Latine comparées, (Dakar, 1972).
3. L'émergence du capitalisme agraire en Afrique sub-Saharienne (Dakar, 1973).
4. Les sociétés multinationales en Afrique (Dakar, 1974).
5. Colloque afro-asiatique sur une évaluation des relations entre le développement agricole et l'industrialisation (Tananarive, 1975).

SEMINAIRES

1. Appréciation critique des techniques de planification à la lumière de l'examen des politiques de développement rural en Afrique Centrale (Douala-Kinshasa, 1972).
2. Le dualisme et les alternatives de développement rural dans les pays du Maghreb (Alger, 1972).
3. Les problèmes de l'environnement en milieu rural maghrébin (Rabat, 1972).
4. Le rôle du capital étranger dans le développement de l'Afrique de l'Est (Dar-es-Salam, 1972).
5. Le rôle du secteur public dans le développement en Afrique (Le Caire, 1972).
6. Stratégies de développement applicables aux pays d'Afrique de l'Ouest sans accès côtier (Bamako, 1973).
7. Problèmes de déséquilibres régionaux et de développement régional, le cas du Nigéria et de quelques autres pays africains (Ibadan, 1973).
8. Bilan de la politique du développement rural en Haute-Volta au cours des années 60 (Ouagadougou, 1973).
9. Session de travaux pratiques sur le développement rural au Maroc (Rabat, 1973).
10. Session de formation sur les problèmes de l'environnement urbain en Afrique Centrale (Douala, 1973).

11. Problèmes de l'environnement dans les zones arides et sub-arides (Niamey, 1974).
12. Les relations entre la population et le développement en Afrique (Le Caire, 1974).
13. Les problèmes de stratégie de développement (Cotonou, 1975).
14. Tendances socio-économiques et politiques en Afrique Australe (Dar-es-Salam, 1975).